● L'HUMANITE — LUNDI 2 JANVIER 1978

TURQUIE

La droite renversée

Tournant démocratique ?

Par 228 contre 218, une motion de censure contre le gouvernement de droite, présidé par Soleiman Demirel, a été adoptée, samedi, par le Parlement à Ankara. Le premier ministre a remis sa démission au président de la République turque.

Prévisible, le renversement de la coalition gouvernementale l'était : depuis les élections municipales du 11 décembre dernier, qui avaient vu le succès du Parti Républicain du Peuple, de Bulent Ecevit, une dizaine de députés du Parti de la Justice, de M. Demirel, étaient allés rejoindre, en tant qu'indépendants, les rangs de l'opposition, laissant le gouvernement minoritaire au sein du Parlement.

Au pouvoir depuis 1975, la coalition du Front Nationaliste, composée du Parti de la Justice, qui en est la formation la plus importante, du Parti d'Action Nationale (d'obédience fasciste) du colonel Turkes et le Parti islamique du Salut national, de Necmettin Erbakan, a mené la Turquie à une situation économique catastrophique. Son gouvernement a été marqué par un accroissement sans précédent de la violence politique, soigneusement entretenue, voire même suscitée par le pouvoir lui-même, particulièrement dans les usines en grève et dans les campus universitaires. 300 morts, 4.000 blessés au cours de ces deux dernières années, dit-on officiellement.

Les élections législatives anticipées du 5 juin avaient été précédées par une campagne électorale sanglante. La lutte avait été serrée entre le Front nationaliste et l'opposition. Cette dernière avait cristallisé l'espoir des démocrates et progressistes turcs qui voyaient en la victoire du P.R.P. une nouvelle ouverture politique et sociale, rendant possibles des changements démocratiques indispensables, parmi lesquels la légalisation du Parti communiste de Turquie.

Aucune des formations n'ayant pu obtenir la majorité absolue au Parlement, Soleiman Demirel, après une tentative de gouvernement de Bulent Ecevit, qui n'eut qu'une éphémère existence de douze jours, reformait avec ses anciens partenaires une nouvelle coalition réactionnaire qui, de l'avis de tous les observateurs, « n'était pas viable », et qui n'a fait, en six mois de temps, qu'aggraver considérablement la situation : les improvisations de M. Demirel, les demandes économiques jugées « extravagantes » de M. Erbakan, ainsi que le rôle joué par les jeunesses fascistes, les « loups gris » de Turkes, dans la violence politique du pays ne rendaient plus crédible ce gouvernement auprès des organismes internationaux.

Au bord de la faillite, l'économie turque a un besoin urgent d'une aide internationale : ses réserves de devises monétaires ont atteint un plancher.

Bulent Ecevit succédera sans doute à M. Demirel. Homme de centre gauche, il sera dans la nécessité de s'appuyer sur les transfuges du Parti de la Justice pour s'assurer une majorité à l'Assemblée (de deux voix seulement). En contrepartie, il offrira quelques portefeuilles ministériels...

La tâche qui attend le dirigeant du P.R.P. ne sera pas simple. Bulent Ecevit résistera-t-il aux pressions du grand patronat turc et des Américains eux-mêmes, qui depuis de longs mois estiment que, pour leur partenaire au sein de l'OTAN, dont la position stratégique dans la région est capitale, la seule solution réaliste pour sortir le pays du marasme serait une grande coalition P.R.P.-Parti de la Justice ?

En fait seules des mesures démocratiques, politiques et sociales, que Bulent Ecevit s'était engagé à prendre lors de la campagne des législatives, et sur lesquelles sont fondées les espérances de milliers de travailleurs, peuvent engager la Turquie dans la voie d'un progrès réel et fondamental. M. Ecevit en sera-t-il convaincu ?

DOMINIQUE BARI.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ